

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 11 JUILLET 1928

Projet de loi sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La formalité du dépôt des testaments olographes et mystiques est réglée comme suit par l'article 1007 du Code Civil :

« Tout testament olographe sera, avant d'être mis en exécution, présenté au président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession est ouverte. Ce testament sera ouvert s'il est cacheté. Le président dressera procès-verbal de la présentation, de l'ouverture et de l'état du testament, dont il ordonnera le dépôt entre les mains du notaire par lui commis.

» Si le testament est dans la forme mystique, sa présentation, son ouverture, sa description et son dépôt, seront faits de la même manière; mais l'ouverture ne pourra se faire qu'en présence de ceux des notaires et des témoins, signataires de l'acte de suscription, qui se trouveront sur les lieux, ou eux appelés ».

L'application de cette disposition est la source de difficultés et d'*abus*.

La difficulté provient principalement de ce que l'article 1007 prévoit la compétence exclusive du président du tribunal de première instance dans le ressort de qui la succession est ouverte. Il arrive fréquemment que la succession s'ouvre dans un lieu éloigné de celui où le testament est déposé. L'obligation d'envoyer un testament au lieu d'ouverture de la succession entraîne forcément un danger de perte et va ainsi à l'encontre du but que le législateur poursuit en prescrivant la formalité du dépôt, assurer la conservation du testament.

L'envoi au lieu d'ouverture de la succession présente parfois de tels inconvénients, que la jurisprudence admettant que la règle de compétence inscrite dans l'article 1007, n'est pas prescrite à peine de nullité, a souvent considéré comme régulier la présentation du testament au président dans le ressort de qui le testament se trouvait lors de la présentation.

L'expérience permet d'affirmer que l'attribution au président du lieu, du dépôt du testament répondrait le mieux à la nécessité d'assurer la conservation du testament et ne présenterait aucun inconvénient à condition de porter sans retard le dépôt à la connaissance du président du lieu de l'ouverture de la succession.

Une seconde difficulté provient de ce que l'article 1007 se borne à subordonner

l'exécution du testament à l'accomplissement de la formalité du dépôt, sans en prescrire expressément la présentation.

Les abus résultent de ce que cet article ne règle pas les modalités de la remise du testament au notaire.

Les testaments ne sont souvent déposés que longtemps après que le dépositaire a connaissance du décès. Les notaires tardent parfois beaucoup à retirer les testaments dont le dépôt en leur étude a été ordonné. Le transport des testaments chez les notaires occupe les greffiers et les empêche de vaquer à leurs occupations au greffe.

Les notaires dressent des actes de dépôt pour constater la réception de testaments dont la remise entre leurs mains est déjà constatée par le procès-verbal du président.

Les textes proposés ont pour objet de mettre fin aux difficultés et remédier aux abus auxquels l'application de l'article 1007 donne lieu.

* * *

Rien ne justifie la place que l'article 1007 occupe dans la section « Du Legs Universel ». Il est, en effet, généralement admis que cet article s'applique à tous les testaments olographes et mystiques, qu'ils contiennent ou non des legs.

L'abrogation de l'article 1007 s'impose donc ainsi que le remplacement de cet article par deux articles qui trouvent naturellement leur place dans la section des règles particulières sur la forme de certains testaments, à la suite des articles consacrés au testament olographe et au testament mystique.

* *

L'alinéa premier de l'article 970^{bis} proposé consacre par une disposition expresse, l'obligation de présentation telle que la doctrine et la jurisprudence la déduisent déjà du texte de l'article 1007.

Cette obligation pèse sur toute personne, officier ministériel ou particulier qui détient un testament au moment où il apprend le décès du testateur, ou qui, connaissant le décès, reçoit ou découvre ultérieurement un testament. L'obligation existe à quelque titre que la détention ait lieu ou que la découverte soit faite.

Il importe peu que le détenteur du testament l'ait fortuitement reçu des mains du testateur ou de celles d'un tiers, avant ou après le décès.

L'obligation de présentation existe quelle que soit la forme du testament. Celui qui a reçu ou qui trouve un écrit d'un défunt, ne peut se faire juge du point de savoir si l'écrit contient ou non des dispositions testamentaires ou si celles-ci sont valables ou non. Dès qu'il peut être sérieusement prétendu qu'un écrit contient des dispositions testamentaires, il y a lieu à présentation. Le texte proposé est général et vise, par conséquent, aussi bien les doubles de testaments que les testaments révoqués. Il ne convient pas, en effet, de rendre le détenteur juge de l'opportunité de la présentation. L'inutilité apparente de la formalité peut ultérieurement être démentie par les événements, par exemple dans le cas où la nullité de l'acte de révocation serait reconnue.

La présentation doit avoir lieu dès que l'obligation est née, dès que le détenteur apprend le décès, ou dès que celui qui connaît le décès reçoit ou découvre le testament. Il paraît préférable de ne pas fixer de délai et de laisser aux tribunaux le soin d'apprécier si la présentation est tardive.

Le testament doit être présenté dans l'état où il se trouve lorsque l'obligation de présentation est née. Le testament ne pourra être ouvert s'il est sous pli fermé, ni altéré en aucune façon.

La sanction des obligations légales ainsi imposée au détenteur d'un testament olographe ou mystique est dans l'action civile en dommages-intérêts appartenant, conformément au droit commun, à toute personne à qui la méconnaissance de ces obligations aurait porté préjudice.

De la part d'un fonctionnaire ou d'un officier public cette méconnaissance entraînerait éventuellement l'application d'une peine disciplinaire.

La compétence du président *ratione loci* est déterminée par l'endroit où le testament se trouve au moment où l'obligation de le présenter est née.

Quand la détention du testament est antérieure à la connaissance du décès, c'est le lieu où se trouve le testament au moment où le détenteur apprend le décès qui détermine la compétence.

Quand la connaissance de l'ouverture de la succession est antérieure à la réception ou à la découverte du testament, c'est le lieu où se trouve le testament au moment de la découverte qui fixe la compétence.

* * *

Les alinéas deux et trois reproduisent sans en modifier la portée les dispositions du premier alinéa de l'article 1007. Le terme « clos » est substitué à « cacheté » pour faire disparaître le doute que ce dernier terme pourrait faire naître sur l'interdiction, pour le détenteur, d'ouvrir un testament fermé mais non cacheté.

La disposition portant que l'ordonnance est exécutoire sur minute avant l'enregistrement, consacre par un texte formel, une procédure déjà suivie.

* * *

Les alinéas quatre et cinq règlent les formes à observer pour la remise au notaire commis du testament dont le dépôt est ordonné.

L'alinéa 4 consacre une procédure déjà généralement suivie dans le cas où le notaire assiste à la description du testament; remise immédiate du testament par le président au notaire et constatation de la remise dans le procès-verbal.

L'alinéa 5 consacre par contre une innovation. Quand la remise de testament n'a pas lieu lors de la description, le notaire, s'il habite dans un rayon rapproché, vient habituellement retirer le testament au greffe où la remise a lieu contre simple reçu.

Si le notaire réside dans un rayon éloigné, c'est le greffier qui se déplace pour aller faire le dépôt dans l'étude. La remise a également lieu contre simple reçu. La remise n'est donc jamais constatée par un acte du greffe. Il y a là une lacune que le texte proposé vient combler. Désormais la remise ne pourra plus se faire qu'au greffe. Les greffiers ne seront plus distraits de leurs occupations par les voyages à faire pour porter les testaments aux notaires.

Le retrait des testaments devra se faire sans retard. Il est nécessaire de le dire parce que certains notaires tardent parfois plusieurs semaines à venir retirer un testament dont le dépôt dans leur étude a été ordonné. Le président à qui il appartient de commettre d'office le notaire chargé du dépôt, pourra également d'office procéder au remplacement du notaire négligent.

La remise ne pourra être faite qu'entre les mains du notaire à l'exclusion de ses clercs. L'importance que présente la conservation des testaments rend nécessaire de préciser cette obligation qui, tout en n'étant guère contestée, est souvent perdue de vue.

La remise, si elle est faite au greffe, sera constatée dorénavant par un procès-verbal de retrait, qui contiendra décharge pour le greffe.

*
*
*

Les alinéas 6 et 7 mettent fin à la pratique vicieuse de certains notaires, consistant à dresser un acte de dépôt pour les testaments dont la remise entre leurs mains est déjà constatée par le procès-verbal enregistré du président.

L'obligation pour les notaires de dresser un acte de dépôt résulte de l'article 43 de la loi du 22 frimaire an VII, qui interdit aux notaires de recevoir aucun acte, sans dresser un acte de dépôt.

L'obligation de dresser un acte de dépôt n'a pas de raison d'être pour les testaments dont la remise au notaire est constatée par un acte de justice.

C'est ce qu'a, dès le 9 décembre 1812, reconnu une circulaire du Ministre de la Justice.

Le texte proposé consacre cette jurisprudence administrative.

Désormais toutes les remises de testaments en exécution d'une ordonnance devant être constatées par un procès-verbal dressé soit devant le président, soit au greffe, les notaires n'auront plus jamais d'acte de dépôt à dresser des testaments olographes ou mystiques leur confiés par ordonnance présidentielle.

En fait, beaucoup de notaires dressent des actes de dépôt quoiqu'ils en soient dispensés et occasionnent ainsi à leurs clients des frais frustratoires. C'est pourquoi il paraît nécessaire de consacrer par un texte, l'interdiction de dresser des actes de dépôt pour les testaments dont la remise au notaire est constatée par un procès-verbal du président ou du greffier.

La forme dans laquelle la plupart des actes de dépôts sont rédigés, démontre d'ailleurs combien pareil acte est incompatible avec la remise constatée dans un procès-verbal. Ne voit-on pas journellement des notaires à qui un testament a été remis par le président, dresser un acte constatant que le testament est déposé dans leur étude par un de leurs clercs, voire même par un légataire, et attester ainsi qu'entre la remise par le président et l'acte de dépôt, ils se sont dessaisis du testament?

Le dépôt au rang des minutes du notaire de l'expédition du procès-verbal du président complété, le cas échéant, par celui du greffier, pourvoit à la nécessité d'avoir dans l'étude du notaire une pièce constatant la réception du testament. Les droits que comporte la délivrance de l'expédition du procès-verbal compenseront largement pour le fisc la diminution de recettes qui pourrait résulter de l'absence d'acte de dépôt, tout en constituant une diminution de frais pour la succession. Le coût d'une expédition s'élève en moyenne à 43 francs (deux timbres à fr. 6.50 et trois rôles à 10 francs) alors que les droits perçus sur un acte de dépôt dressé par un notaire s'élève à 44 francs (un timbre à fr. 6.50, droit d'enregistrement fr. 37.50). La petite différence, 1 franc par acte, sera plus que compensée par le fait que la délivrance de l'expédition sera obligatoire dans tous les cas, alors que l'acte de dépôt était facultatif. La succession économisera par contre l'honoraire de 60 francs que les notaires perçoivent pour dresser l'acte de dépôt d'un testament olographe (A. R. 30 octobre 1927).

*
*
*

L'alinéa 8 impose au notaire chez qui le dépôt du testament est ordonné, l'obligation d'avertir du dépôt, dans les quarante-huit heures, le président du tribunal du lieu de l'ouverture de la succession. Il importe que ce magistrat, le jour où il est appelé à statuer sur l'envoi en possession, ait connaissance de tous les testaments qui ont été déposés.

*
* *

L'article 979^{bis} rend applicable aux testaments mystiques, comme le faisait l'article 1007, dont il emprunte les termes, toutes les prescriptions édictées en matière de présentation, ouverture et dépôt de testaments olographes, et reproduit la règle de l'appel à l'ouverture du testament, du notaire et des témoins qui ont signé l'acte de suscription.

*
* *

Le texte proposé tranche en outre une controverse séculaire que le texte de l'article 1007 a fait naître, quand à la conservation du testament mystique. La question de savoir si le notaire qui a dressé l'acte de suscription doit rester dépositaire du testament jusqu'à sa présentation au président, se confond avec celle de savoir si l'acte de suscription doit être reçu en minute ou en brevet.

Dans le silence de la loi, les meilleurs auteurs estiment prudent de ne délivrer l'acte de suscription qu'en minute, quelques fâcheuses que puissent être les conséquences de cette solution. Si l'acte de suscription est délivré en minute, le testateur ne peut, en effet jamais annihiler le testament mystique, les annexes d'un acte en minute devant comme l'acte rester déposées dans l'étude du notaire.

Le testateur pourra révoquer le testament mystique par un nouvel acte ; mais il ne pourra jamais le retirer ou le détruire.

Cette conséquence est si manifestement malencontreuse, que certains auteurs tout en enseignant que l'acte de suscription doit être reçu en minute, admettent le testateur à retirer le testament mystique :

Quel intérêt pourrait-il y avoir à faire conserver par le notaire un testament que son auteur a révoqué, et d'exiger la présentation du testament et sa divulgation, alors qu'il est devenu inutile, d'un acte que le testateur a voulu secret ?

La jurisprudence a déjà tiré du texte de l'article 1007 cette conséquence que, dans l'intervalle entre sa rédaction et sa présentation au président, le testament mystique ne doit pas être laissé entre les mains du notaire qui l'a reçu et que l'acte de souscription n'a pas besoin d'être rédigé en minute (Colin et Capitant, t. III, p. 868).

La solution jurisprudentielle est fort contestée par la doctrine. Il est donc nécessaire que le législateur se prononce.

Le texte proposé en consacrant la solution jurisprudentielle lui donne un fondement juridique incontestable. Il tient compte comme la jurisprudence, des nécessités sociales. Il comble une lacune en donnant à celui qui ne peut pas faire un testament olographe, la possibilité de faire un testament qu'il peut détruire et dont le contenu ne sera jamais divulgué, s'il le désire.

Il sera d'ailleurs toujours loisible au testateur de laisser le testament en dépôt entre les mains du notaire qui a dressé l'acte de suscription, et de se faire délivrer un reçu par ce dernier.

Le Ministre de la Justice,

P.-E. JANSON.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 11 JULI 1928.

Wetsontwerp

betreffende de bewaargeving van de eigenhandige en van
de besloten testamenten

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De formaliteit van de bewaargeving van eigenhandige en besloten testamenten wordt bij artikel 1007 van het Burgerlijk Wetboek geregeld als volgt :

« Elk eigenhandig testament wordt, alvorens ten uitvoer te worden gelegd, aangeboden aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement waar binnen de erfenis is opengevallen. Is het testament verzegeld, dan wordt het geopend. De voorzitter maakt proces-verbaal op van de aanbieding, van de opening en van den staat waarin het testament zich bevindt. Hij geeft last het bij een daartoe door hem aangesteld notaris in bewaring te stellen.

» Geldt het een testament in den besloten vorm, dan geschieden de aanbieding, de opening, de beschrijving van den staat waarin het zich bevindt en de bewaargeving er van op dezelfde wijze; maar de opening mag niet geschieden dan ten overstaan van diegenen onder de notarissen en de getuigen, onderteeke-naars van de akte van superscriptie, die ter plaatse aanwezig zijn of nadat deze behoorlijk opgeroepen werden. »

De toepassing van die bepaling geeft aanleiding tot moeilijkheden en misbruiken.

De moeilijkheid is voornaamlijk hierin gelegen dat bij artikel 1007 de uitsluitende bevoegdheid voorzien wordt van den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg, in welker rechtsgebied de erfenis opengevallen is. Het komt dikwijls vóór dat de erfenis openvalt in een plaats die ver afligt van de plaats waar het testament in bewaring is gegeven. De verplichting om een testament te sturen naar de plaats waar de erfenis opengevallen is, levert onvermijdelijk het gevaar op dat het testament zoek raakt en gaat aldus in tegen de bedoeling van den wetgever, waar deze de formaliteit van de bewaargeving voorschrijft, n. l. de bewaring van het testament te verzekeren.

Het sturen van het testament naar de plaats waar de erfenis openvalt, levert soms zulke bezwaren op, dat rechtspraak, aannemende dat de in artikel 1007 neergeschreven regel van bevoegdheid niet op straf van nietigheid voor-

geschreven is, dikwijls de aanbidding van het testament aan den voorzitter in wiens rechtsgebied het testament zich bij de aanbidding bevond, als regelmatig aangezien heeft.

Uit de ondervinding is gebleken dat, werd aan den voorzitter van de plaats de bevoegdheid verleend om het testament in ontvangst te nemen, daardoor het best zou worden voldaan aan de vereischte voor de goede bewaring van het testament, terwijl die regeling geen enkel bezwaar zou opleveren, op voorwaarde dat onverwijld van de bewaargeving aan den voorzitter van de plaats waar de erfenis opengevallen is, kennis gegeven wordt.

Een tweede moeilijkheid volgt uit het feit dat artikel 1007 er zich bij beperkt de ten tenuitvoerlegging van het testament afhankelijk te stellen van de vervulling van de formaliteit van de bewaargeving, zonder uitdrukkelijk de aanbidding vóór te schrijven.

De misbruiken komen voort uit het feit dat bij dat artikel de modaliteiten van de terhandstelling aan den notaris niet geregeld worden.

De testamente worden dikwijls eerst in bewaring gesteld lang nadat de bewaarder kennis kreeg van het overlijden. De notarissen wachten soms lang om de testamente af te halen, waarvan de bewaring in hun studie gelast werd. Het overbrengen van de testamente bij de notarissen neemt den tijd van de griffiers in beslag, en belet hen zich ter griffie aan hun bezigheden te wijden. De notarissen maken akten van bewaargeving op, om van de ontvangst van de testamente te doen blijken, van welker terhandstelling aan den notaris in het proces-verbaal van den voorzitter reeds gebleken is.

De voorgestelde teksten hebben ten doel een einde te maken aan de moeilijkheden en de misbruiken te verhelpen, waartoe de toepassing van artikel 1007 aanleiding geeft.

* *

Waarom artikel 1007 in de afdeeling : « Het algemeen legaat » is ondergebracht, laat zich niet verklaren.

Inderdaad, over het algemeen wordt aangenomen, dat bedoeld artikel van toepassing is op al de eigenhandige en besloten testamente of zij al dan niet legaten bevatten.

Ook past het, artikel 1007 in te trekken en te vervangen door twee ander artikelen, welker plaats natuurlijkerwijze aangewezen is in de indeeling over de bijzondere regelen betreffende den vorm van sommige testamente, na de artikelen gewijd aan het eigenhandig en het besloten testament.

* *

De eerste alinea van het voorgesteld artikel 970^{bis} legt thans bij een uitdrukkelijke bepaling, de verplichting van de aanbidding op, zooals deze reeds door rechtsleer en rechtspraak, uit den tekst van artikel 1007 werd afgeleid.

Die verplichting rust op een ieder, ministerieel ambtenaar of privaats persoon, die houder is van een testament, op het oogenblik dat hij het overlijden van den erflater verneemt, of die, wetende dat deze overleden is naderhand een testament ontvangt of ontdekt. De verplichting bestaat om het even in welke hoedanigheid hij het testament in handen heeft of ontdekt. Het komt er weinig op aan dat de houder van het testament het toevallig uit de handen van den erflater of uit die van een derde ontvangen heeft vóór of na het overlijden.

De verplichting van de aanbidding bestaat, welke ook de vorm van het testament zij. Hij die een geschrift van een overledene ontvangen of gevonden heeft,

mag niet beslissen of het al dan niet uiterste wilsbeschikkingen bevat ofwel, of die al dan niet geldig zijn. Zoohaast met ernst kan beweerd worden dat een geschrift uiterste wilsbeschikkingen bevat, moet het aangeboden worden.

De voorgestelde tekst is algemeen en geldt dus evenzeer voor de duplicaten van de testamenten, als voor de herroepen testamenten. Het past inderdaad niet den houder te doen oordeelen over de gepastheid van de aanbieding. Later kan de schijnbare nutteloosheid van de formaliteit door de feiten gelogenstraft worden, bij voorbeeld ingeval de nietigheidakte van herroeping zou erkend worden.

De aanbieding moet geschieden zoohaast de verplichting ontstaan is, zoohaast de houder kennis krijgt, van het overlijden, of zoohaast hij, die van het overlijden kennis heeft, het testament ontvngt of ontdekt. Het lijkt wenschelijk geen termijn te bepalen en aan de rechtbanken de zorg over te laten te oordeelen of de aanbieding laattijdig geschied is.

Het testament moet aangeboden worden in den staat waarin het zich bevindt wanneer de verplichting om het aan te bieden ontstaan is. Het mag niet geopend worden indien het onder gesloten omslag is, noch op eenigerlei wijze geschonden.

De sanctie van de wettelijke verplichtingen, aldus aan den houder van een eigenhandig of besloten testament opgelegd, ligt in de burgerlijke verordering tot schadeloosstelling, die, overeenkomstig het gemeen recht, behoort aan elken persoon die door de miskennis van die verplichtingen benadeeld werd.

Vanwege een ambtenaar of openbaar officier zou die miskennis eventueel tot toepassing van een tuchtstraf aanleiding geven.

De bevoegdheid van den voorzitter *ratione loci* wordt bepaald door de plaats, waar het testament zich bevindt op het oogenblik waarop de verplichting om het aan te bieden, ontstaan is.

Wanneer men houder is van het testament vóórdat men het overlijden verneemt, is het de plaats waar het testament zich bevindt op het oogenblik dat de houder het overlijden verneemt, die de bevoegdheid bepaalt.

Wanneer de kennisgeving van het openvallen van de erfenis de in ontvangstneming of de ontdekking van het testament voorafgaat, is het de plaats, waar het testament zich op het oogenblik van de ontdekking bevindt, die de bevoegdheid bepaalt.

*
**

De tweede en derde alinea's nemen, zonder er de beteekenis van te wijzen, de bepalingen van de eerste alinea van artikel 1007 over.

Het woord « gesloten » komt in de plaats van « verzegeld » om den twijfel weg te nemen die door laatbedoelden term zou kunnen ontstaan aangaande het verbod, voor den houder, om een gesloten maar niet verzegeld testament te openen.

De bepaling houdende dat het bevelschrift op de minuut vóór de registratie uitvoerbaar is, bekrachtigt bij een uitdrukkelijken tekst de reeds gevolgde rechtspleging.

*
**

De vierde en vijfde alinea's regelen de vormen in acht te nemen bij de ter handstelling aan den daartoe aangestelden notaris, van het testament waarvan de bewaargaving bevolen is.

De vierde alinea bevestigt een reeds algemeen gevolgde proceduur ingeval de notaris bij de beschrijving van den staat van het testament aanwezig is; onmiddellijk wordt het testament door den voorzitter aan den notaris ter hand gesteld en van die terhandstelling in het proces-verbaal blijkt.

De vijfde alinea daarentegen voert een nieuwe regeling in. Indien het testament niet wordt ter hand gesteld bij de beschrijving van den staat waarin het zich bevindt, dan komt de notaris, indien hij in den omtrek woont, gewoonlijk het testament afhalen ter griffie waar het hem wordt overhandigd tegen een eenvoudig bewijs van ontvangst.

Indien de notaris niet dichtbij woont, is het de griffier die zich verplaatst om het testament in de studie te gaan in bewaring geven. De terhandstelling geschiedt eveneens tegen eenvoudige afgifte van een ontvangbewijs. Zij blijkt dus nooit uit een akte van de griffie. En dat is een leemte die de voorgestelde tekst wil aanvullen.

Voortaan zal het testament enkel ter griffie mogen terhand gesteld worden. De griffiers zullen niet meer aan hun amtsbezigheden onttrokken worden door reizen naar de notariaten, om er de testamenten af te geven.

De testamenten zullen zonder verwijl moeten afgehaald worden. Dit moest gezegd worden, omdat sommige notarissen soms verscheidene weken wachten alvorens een testament te komen afhalen waarvan de bewaargeving in hun studie bevolen was.

De voorzitter, die bevoegd is om van amtswege den notaris aan te duiden, die met de bewaargeving gelast is, zal eveneens van amtswege den nalatigen notaris kunnen vervangen.

Het testament zal slechts in handen van den notaris mogen gegeven worden, met uitsluiting van zijn klerken.

Om reden van het groot belang dat aan de bewaring van de testamenten is verbonden, is het noodig nadruk te leggen op die verplichting, die wel niet in twijfel wordt getrokken, doch vaak uit het oog wordt verloren.

Indien de terhandstelling ter griffie geschiedt, dan zal dit voortaan blijken uit een proces-verbaal van terughaling, dat den griffier ter ontlasting zal strekken.

*
**

De zesde en zevende alinea's maken een einde aan een verkeerde handelwijze van sommige notarissen, die namelijk daarin bestaat dat zij een akte van bewaargeving opmaken voor de testamenten waarvan de overgave in hun handen reeds bleek uit het geregistreerd proces-verbaal van den voorzitter.

Dat de notarissen verplicht zijn een akte van bewaargeving op te maken, volgt uit artikel 43 van de wet van 22 Frimaire, jaar VII, waarbij het aan de notarissen verboden wordt eenige akte te ontvangen, zonder een akte van bewaargeving van op te maken.

De verplichting om een akte van bewaargeving op te maken heeft echter geen reden van bestaan voor de testamenten, waarvan de terhandstelling aan den notaris uit een gerechtelijk stuk blijkt.

Dit werd reeds op 9 December 1812 door een aanschrijving van den Minister van Justitie erkend.

De voorgestelde tekst bekrachtigt deze administratieve rechtspraak.

Daar elke terhandstelling van testamenten, gedaan ter voldoening aan een bevelschrift, voortaan moet blijken uit een hetzij ten overstaan van den voorzitter,

hetzij ter griffie opgemaakt proces-verbaal, zullen de notarissen nooit akten van bewaargeving meer op te maken hebben voor eigenhandige of besloten testamenten die hun worden toevertrouwd bij een presidiaal bevelschrift.

Feitelijk maken veel notarissen akten van bewaargeving op, ofschoon zij daarvan vrijgesteld zijn, en zodoende berokkenen zij nuttelooze kosten aan hun cliënten. Daarom schijnt het wel niet overbodig door een wettekst het verbod te bekrachtigen akten van bewaargeving op te maken voor de testamenten waarvan de terhandstelling aan den notaris vastgesteld is in een proces-verbaal van den voorzitter of van den griffier.

De vorm, waarin de meeste van die akten van bewaargeving opgemaakt zijn, bewijst trouwens hoe onvereinbaar dergelijke akten zijn met de terhandstelling blijkende uit een proces-verbaal. Gebeurt het niet alle dagen dat notarissen, aan wie een testament werd terhandgesteld door den voorzitter, een akte opmaken waaruit blijkt dat het testament door een van hun klerken, ja zelfs door een erfgenaam in hun studie werd nedergelegd, en zodoende verklaren dat zij, tusschen de terhandstelling door den voorzitter en de bewaargeving, het testament uit hun handen hebben laten gaan?

Door het afschrift van het proces-verbaal van den voorzitter, desgevallend aangevuld door dat van den griffier, onder de minuten van den notaris te doen schikken, wordt in de noodzakelijkheid voorzien om in de studie van den notaris een stuk te bezitten dat van de ontvangst van het testament doet blijken. De rechten geïnd voor de aflevering van het afschrift van het proces-verbaal, zullen voor den fiscus ruimschoots de vermindering van ontvangsten dekken, die zou kunnen ontstaan doordat er geen akte van bewaargeving wordt opgemaakt en tevens zullen daardoor de kosten, die de nalatenschap bezwaren, verminderen. Een afschrift kost gemiddeld 43 frank (twee zegels van fr. 6.50 en drie rollen van 10 fr.), terwijl de rechten geïnd voor een door een notaris opgemaakte akte van bewaargeving 44 frank bedragen (een zegel van fr. 6.50, registratierecht : fr. 37.50). Het klein verschil, een frank per akte namelijk, zal ruimschoots vergoed worden door het feit dat de afgifte van de expeditie in alle gevallen verplichtend zal zijn, terwijl het opmaken van de akte van bewaargeving niet verplichtend was.

De erfgenamen daarentegen zullen het eereloon van zestig frank uitsparen, dat de notarissen ontvangen voor het opmaken van de akte van bewaarneming van een eigenhandig testament (*K.B.* van 30 October 1927).

**

De achtste alinea legt den notaris, bij wien de bewaargeving van het testament bevolen is, de verplichting op, den voorzitter van de rechtbank van de plaats waar de erfenis opengevallen is, binnen acht en veertig uren kennis te geven van de bewaarneming.

Het komt er op aan dat die magistraat, den dag waarop hij zal moeten uitspraak doen over de inbezitstelling, kennis heeft van de in bewaring gegeven testamenten.

In artikel 979*bis* worden, zooals reeds gedaan werd in artikel 1007 waarvan de bewoordingen hier zijn overgenomen, al de bepalingen, voorgeschreven in zake aanbidding, opening en bewaargeving van eigenhandige testamenten, toepasselijk gemaakt op de besloten testamenten, en wordt de regel van de oproeping van

den notaris en de getuigen, die de akte van superscriptie onderteekenden, om bij de opening van het testament tegenwoordig te zijn, herhaald.

**

De voorgestelde tekst beslecht een eeuwenoude twistvraag ontstaan uit den tekst van artikel 1007, wat betreft de bewaring van het besloten testament.

De kwestie te weten of de notaris die de akte van superscriptie opgemaakt heeft, het testament onder zich moet blijven houden totdat het den voorzitter wordt aangeboden, is in den grond dezelfde als die, of de akte van superscriptie in minuut of in brevet moet worden ontvangen.

Daar de wet zich hieromtrent niet uitlaat, meenen de beste schrijvers dat het voorzichtig is de akte van superscriptie enkel in minuut uit te geven, hoe spijtig de gevolgen van die oplossing ook kunnen zijn. Immers, indien de akte van superscriptie in minuut wordt afgeleverd, kan de erflater nooit het besloten testament te niet doen, daar de bijlagen bij een in minuut opgemaakte akte, zoowel als de akte zelf, in de studie van den notaris moet blijven berusten. De erflater zal het besloten testament kunnen herroepen door een nieuwe akte; nooit zal hij het kunnen terughalen of vernietigen.

Het gevolg van heeft zulke duidelijke bezwaren, dat sommige schrijvers van den eenen kant leeren dat de akte van superscriptie in minuut moet worden ontvangen, maar tevens toelaten dat de erflater het besloten testament terugneemt.

Van welk belang zou het zijn den notaris een testament te doen bewaren dat door den maker werd herroepen, en te eischen dat dit testament wordt aangeboden en dat een nutteloos geworden akte openbaar gemaakt wordt, die door erflater als geheim bedoeld was?

Uit den tekst van artikel 1007 heeft de rechtspraak reeds dit gevolg afgeleid, dat het besloten testament, tusschen het oogenblik dat het werd opgemaakt en dat het den voorzitter werd aangeboden, niet in de handen mag worden gelaten van den notaris die het testament ontvangen heeft, en dat de akte van superscriptie niet in minuut hoeft opgemaakt (Colin en Capitant, B. III, bl. 868).

De oplossing van de rechtspraak wordt door de leer fel betwist. Het is dus noodig dat de wetgever uitspraak doet.

Door de oplossing van de rechtspraak te bekrachtigen, geeft de voorgestelde tekst haar een onbetwistbaren juridischen grond. Zoowel als de rechtspraak houdt die tekst rekening met de sociale behoeften. Hij vult een leemte aan door aan hem die geen eigenhandig testament kan opmaken, de mogelijkheid te schenken een testament te maken dat hij kan vernietigen en waarvan de inhoud nooit zal worden openbaar gemaakt, indien hij zulks verlangt.

Het zal den erflater, ten anderen, steeds vrijstaan het testament in bewaring te laten in handen van den notaris, die de akte van superscriptie opgemaakt heeft, en zich door dezen notaris een bewijs van ontvangst te doen afleveren.

De Minister van Justitie,

P.-E. JANSON.



CHAMBRE
des Représentants.

PROJET DE LOI

sur le dépôt des testaments olographes et des testaments mystiques.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres Législatives le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

L'article 1007 du code civil est abrogé.

ART. 2.

Les dispositions suivantes sont introduites dans le code civil, dont elles formeront les articles 970^{bis} et 979^{bis} :

970^{bis}. — Tout détenteur d'un testament olographe doit, dès qu'il sait la succession ouverte, le présenter dans l'état où il est, au président du tribunal de première instance dans le ressort duquel le testament se trouve.

Le Président procède à l'ouverture du testament s'il est clos en présence de celui qui le présente, et en ordonne le dépôt entre les mains d'un notaire qu'il commet. L'ordonnance

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

WETSONTWERP

betreffende de bewaargeving van de eigenhandige en van de besloten testamenten.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Justitie,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Justitie is gelast in Onzen Naam bij de Wetgevende Kamers, het wetsontwerp aan te bieden waarvan de inhoud volgt :

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1007 van het Burgerlijk Wetboek vervalt.

ART. 2.

De volgende bepalingen worden, als artikel 970^{bis} en artikel 979^{bis}, in het Burgerlijk Wetboek ingevoegd :

970^{bis}. — Elk houder van een eigenhandig testament moet, zoohaast hij weet dat de erfenis opengevallen is, het in den staat waarin het zich bevindt aanbieden aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg in welker rechtsgebied het testament berust.

De Voorzitter opent het testament, indien het gesloten is, ten overstaan van dengene die het aanbiedt, en geeft bevel het aan den door hem daartoe aangestelde notaris in bewaring te

de dépôt est exécutoire sur minute, avant l'enregistrement.

Le président dresse procès-verbal de la présentation, de l'ouverture, de la description et du dépôt du testament.

Si le notaire est présent, le président lui remet immédiatement le testament et constate la remise dans le procès-verbal.

Si la remise ne peut avoir lieu, le président ordonne le dépôt provisoire du testament au greffe, où le notaire le retire dès qu'il a reçu avis de sa commission. Le greffier dresse, en ce cas, procès-verbal de la remise.

Il n'est pas dressé d'autre acte de dépôt par le notaire commis pour les testaments dont la remise entre ses mains a été constatée par le président ou le greffier. L'expédition du procès-verbal du président à laquelle est jointe, le cas échéant, celle du procès-verbal du greffier, est classée avec le testament au rang des minutes du notaire. Le testament est inscrit au répertoire des minutes à la date de la remise.

Dès remise du testament au notaire commis, ce dernier en donne avis par lettre recommandée au président du tribunal de première instance de l'arrondissement dans lequel la succession s'est ouverte.

979^{bis}. — L'acte de souscription du testament mystique est délivré en brevet.

given. Het bevelschrift van bewaargeving is uitvoerbaar op de minuut, vóór het geregistreerd is.

De voorzitter maakt proces-verbaal op van de aanbidding en van de opening van het testament, van den staat waarin het zich bevindt en van de bewaargeving er van.

Is de notaris aanwezig, dan stelt de voorzitter hem onmiddellijk het testament ter hand en doet van de terhandstelling blijken in het proces-verbaal.

Kan de terhandstelling niet geschieden, dan geeft de voorzitter bevel tot voorloopige bewaargeving van het testament ter greffie, waar de notaris het afhaalt zoohaast hij bericht van zijn aanstelling ontvangen heeft. De griffier maakt, in dat geval, proces-verbaal van de terhandstelling op.

Geen ander akte van bewaargeving wordt opgemaakt door den notaris die voor de testamenten aangesteld is, van welker terhandstelling aan bedoelden notaris de voorzitter of de griffier heeft doen blijken. De expeditie van het proces-verbaal van den voorzitter, waarbij in voorkomend geval een expeditie van het proces-verbaal van den griffier gevoegd is, wordt met het testament onder de minuten van den notaris geschikt. Het testament wordt op den datum van de terhandstelling in het repertorium der minuten ingeschreven.

Onmiddellijk na de terhandstelling van het testament aan den aangestelden notaris, geeft deze bij aangeekend schrijven bericht daarvan aan den voorzitter van de rechtbank van eersten aanleg van het arrondissement waarbinnen de erfenis is opengevallen.

979^{bis}. — De akte van superscriptie van het besloten testament wordt in brevet uitgegeven.

Les prescriptions édictées par l'article 970^{bis} sont applicables aux testaments mystiques, mais l'ouverture ne peut se faire qu'en présence de ceux des notaires et des témoins signataires de l'acte de souscription qui se trouvent sur les lieux ou eux dûment appelés.

Donné à Thysville, le 25 juin 1928.

De bij artikel 970^{bis} gestelde voorschriften zijn van toepassing op de besloten testamenten, maar de opening kan niet geschieden dan ten overstaan van diegenen onder de notarissen en de getuigen, ondertekenaars van de akte van superscriptie, die ter plaatse zijn of nadat deze behoorlijk opgeroepen werden.

Gegeven te Thysville, den 25 Juni 1928.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,

Van 's Konings wege :
De Minister van Justitie :

P.-E. JANSON.

